

# Tableau de Bord

de l'agglomération urbaine de Montréal



Attirer, former, retenir :  
gagner la bataille du talent

Partenaire exclusif



Développement  
économique Canada

Canada Economic  
Development

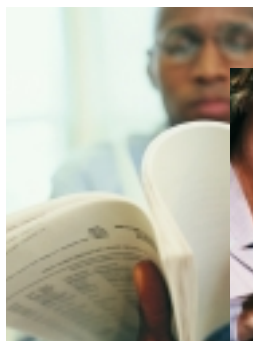
Canada



Chambre de commerce  
du Montréal métropolitain

Board of Trade of Metropolitan Montreal

# Table des matières



- > **Éditorial**  
Attirer, former, retenir :  
gagner la bataille  
du talent >> 3



- > **Survol et tendances**  
États-Unis >> 4  
Canada >> 4  
Québec >> 5



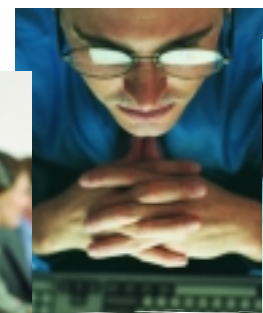
- > **Notre conjoncture économique**  
Marché du travail >> 7  
Marché de l'habitation >> 8  
Marché financier >> 9  
Commerce extérieur >> 10



- > **Économie du Grand Montréal**  
Le nouveau Plan d'urbanisme  
de la Ville de Montréal >> 12  
Montréal et son plan de développement  
économique régional >> 13



- > **Clín d'oeil sur Montréal**  
Après les TI et l'animation,  
place aux jeux ! >> 15



- > **Chroniqueur invité**  
Une économie moderne  
fondée sur le savoir >> 16



- > **Chronique DEC**  
Qui a lâché  
l'accélérateur ? >> 18

*Le présent document porte sur des données d'avant le 31 août 2004.*

*Tableau de Bord est une publication trimestrielle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée en partenariat avec Développement économique Canada.*

**Directrice de la publication**  
Isabelle Hudon

**Révision et coordination**  
Madeleine Murdock

**Conception graphique**  
Talengo design inc.

Également disponible  
sur le site Web de la Chambre :  
[www.ccmq.qc.ca](http://www.ccmq.qc.ca)

**Pour nous joindre :**  
380, rue St-Antoine Ouest  
Bureau 6000, Montréal QC H2Y 3X7  
Tél. : (514) 871-4000  
Télééc. : (514) 871-1255

**Rédactrice**  
Annie Vallières, économiste

**Collaboration**  
Jean Houde, Investissement Qc  
Jacques Saada, DEC  
Michael Yake, DEC

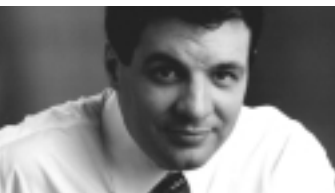
**Impression**  
Reprotech

Société canadienne des postes –  
Envoi de publications canadiennes –  
Convention no 40063203

# Éditorial

## Attirer, former, retenir : gagner la bataille du talent

Par Benoît Labonté, président et chef de la direction, Chambre de commerce du Montréal métropolitain



Dans son plan de développement économique, la Communauté métropolitaine de Montréal lance à la région un défi particulièrement ambitieux : passer du 26<sup>e</sup> et dernier rang en Amérique du Nord – pour ce qui est du PIB *per capita* – au 6<sup>e</sup> rang.

Pour atteindre cet objectif, ne serait-ce que partiellement, Montréal devra sortir victorieuse de ce qui représente, fort probablement, la plus importante bataille pour son avenir : celle pour le talent.

À l'ère de la valeur ajoutée et de l'innovation, les grappes d'excellence de l'économie montréalaise devront certes être soutenues par des politiques appropriées, mais elles devront, d'abord et avant tout, être portées par des travailleurs et travailleuses débordant de talent. Et l'un des premiers fronts de la bataille du talent se situe sans contredit à la base, au niveau de l'éducation primaire et secondaire. Dans ce contexte, la Commission scolaire de Montréal avait tout à fait raison de sonner l'alarme, en août dernier, au sujet des difficultés vécues, tant à l'extérieur de l'école qu'à l'intérieur de ses murs, par un nombre inquiétant d'élèves vivant en situation de pauvreté. La réussite scolaire et la lutte au décrochage doivent être au cœur d'une stratégie délibérée pour la formation et la création de talent en fonction du marché du travail dans 10 à 15 ans.

Entre-temps, les institutions de formation «de pointe» du talent montréalais doivent également être équipées pour faire face à des défis de plus en plus grands. Les universités montréalaises pourront davantage se démarquer dans l'univers mondial hautement compétitif que sont la formation et la recherche universitaires, si elles ont accès à des moyens comparables à ceux de leurs concurrentes. Comme il a été démontré en commission parlementaire à Québec, l'hiver dernier, il manque aux universités québécoises 375 millions \$ annuellement dans leurs coffres pour se ramener au niveau de la moyenne canadienne. Dans ce contexte, l'entrée en vigueur de la décision du gouvernement du Québec de transformer en prêts des sommes qui étaient versées auparavant en bourses aux étudiants, irrite à peu près tout le monde et avec raison. Les économies ainsi réalisées serviront à équilibrer le budget plutôt qu'à investir davantage dans le réseau universitaire. Pour la Chambre, il est clair que, s'il y a lieu de solliciter une contribution accrue des étudiants, ces derniers doivent y gagner en retour en fréquentant des universités mieux financées.

Les universités sont également des instruments importants dans l'attraction du talent, en accueillant des étudiants, des chercheurs et des professeurs étrangers à Montréal – ce qui rend encore davantage critique leur capacité à être concurrentielles internationalement.

L'attraction du talent, il est vrai, ne se fait pas uniquement par les universités. Le dynamisme du marché du travail est indéniablement un facteur qui contribue à attirer des gens ici. Cela dit, on constate de plus en plus que la «qualité de lieu» – que l'on pourrait considérer comme un amalgame de la qualité de vie, de la qualité de l'environnement physique et bâti, de la vitalité culturelle, de la sécurité et de la cohésion sociale – joue un rôle dans l'attraction d'individus talentueux qui recherchent le meilleur milieu pour s'épanouir.

Enfin, la bataille pour le talent ne pourra être gagnée de façon durable si nous ne sommes pas en mesure de le retenir quand il est de passage chez nous. Car comme le fait observer le spécialiste américain du développement, Richard Florida : les individus talentueux sont plus mobiles que jamais – qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs. La réussite sur ce front sera bien évidemment alimentée par les mêmes éléments qui contribueront à l'attrait de Montréal, à commencer par le maintien d'une exceptionnelle qualité de vie. Néanmoins, il serait sage de se soucier du bonheur de ceux qui sont déjà chez nous autant que nous déployons d'efforts à les attirer ici, ce qui exige une foule d'actions, grandes et petites qui vont des efforts d'intégration des nouveaux arrivants à la simplification des processus bureaucratiques... Bref, il s'agit d'être à la hauteur des attentes que nous générons lorsque nous vendons Montréal.

Voilà le portrait sommaire d'une bataille complexe, se jouant sur de multiples fronts et faisant appel à de nombreux acteurs : à l'image de l'économie du 21<sup>e</sup> siècle. Voilà pourquoi Montréal n'a d'autre choix que d'être parmi les villes gagnantes... et de faire des mots «attirer, former, retenir» son nouveau mantra.



# Survol et tendances

## États-Unis

### La flambée du prix du pétrole, négative pour les États-Unis

La flambée du prix du pétrole – qui diminue le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises –, en hausse de 50 % depuis janvier, pourrait avoir un effet néfaste sur la progression de la consommation et sur celle du PIB américain<sup>1</sup> en deuxième moitié d'année. Déjà, à la publication des données du deuxième trimestre de 2004, le PIB américain a enregistré une croissance de 2,8 % (taux annualisé) – ce qui est bien en deçà de ce qui était anticipé antérieurement, soit 3,7 % –, après avoir atteint 4,5 % au premier trimestre. Quant aux données finales de la consommation, un ralentissement a également été observé, avec une croissance de 1,6 % seulement au deuxième trimestre, après un gain de 4,1 % le trimestre précédent. Cette baisse de cadence qu'a connue la consommation a été compensée par une hausse de 12,1 % de l'investissement des entreprises qui, elles, investissent largement dans l'équipement, dans les logiciels et dans les infrastructures (usines et immeubles). Les experts prévoient un maintien de ce mouvement pour le troisième trimestre.

Le cours du pétrole a aussi eu des répercussions sur le bilan commercial américain en juin. En raison de la baisse des exportations et de la hausse des importations, dues au prix du pétrole plus élevé, le **déficit commercial** américain a atteint le niveau record de 55,8 milliards \$US en juin. Au fur et à mesure que l'envolée du cours du pétrole se poursuivra, le dollar américain pourrait continuer à se déprécier par rapport à notre huard – plus fort dans ce contexte.

Sans contredit, la vigueur du **secteur de la construction** tranche avec les données qui précèdent et demeure un foyer de croissance aux États-Unis cette année. Les mises en chantier ont atteint 1,98 million d'unités (données annualisées) en juillet, en hausse de 8,3 % par rapport à juin, pendant que les permis de bâtir parvenaient à 2,06 millions d'unités, reprenant ainsi dans les deux cas le terrain perdu en juin (raisons climatiques). Le gain de 5,7 % (en juillet par

rapport à juin) au chapitre des permis de bâtir est d'autant plus important qu'il laisse anticiper un maintien de la vigueur dans la construction au cours des mois à venir.

L'issue de la prochaine rencontre de la Réserve, prévue pour le 21 septembre, est moins claire, compte tenu du cercle vicieux<sup>2</sup> qu'alimente la hausse du prix du pétrole. À la rencontre du 10 août dernier, la Réserve fédérale américaine a procédé, sans trop de surprise, à l'augmentation de son **taux directeur** de 25 points de base à 1,50 % (la seconde en deux mois). Elle est demeurée sur le chemin d'un resserrement de sa politique monétaire, et ce, malgré les gains d'emplois des derniers mois qui sont plus faibles que prévus – gains de 32 000 emplois en juillet, de 78 000 en juin (données révisées à la baisse) et de 208 000 en mai (également révisées à la baisse) – et une inflation plus forte que ce qui avait été anticipé en première moitié d'année. Sur ce dernier point, la Réserve a évoqué que des facteurs transitoires (prix pétroliers) étaient à l'origine de cette hausse. Les données économiques publiées d'ici le 21 septembre prochain donneront le ton à l'annonce de la Réserve américaine. ■

## Canada

### La flambée du prix du pétrole, positive pour le Canada

L'économie canadienne se porte bien cette année et devrait dégager une croissance du PIB de 4,3 % (taux annualisé) au deuxième trimestre, après un gain de 3,0 % au précédent trimestre. Il est clair que la flambée du **prix du pétrole** inquiète les marchés – prix du baril qui frôle les 50 \$ à la fin du mois d'août – mais cette envolée devrait avoir des retombées positives pour l'économie du Canada, compte tenu que nous sommes exportateurs nets de cette ressource.

Cependant, la hausse du prix du pétrole pourrait avoir un effet négatif sur la **consommation** des autres biens, comme en témoignent les ventes au détail de juin, en y excluant les ventes d'automobiles, qui ont régressé de 0,5 %. De plus, la hausse du prix du pétrole pourrait aussi avoir comme effet de limiter la croissance économique américaine (et mondiale) sur la deuxième portion de l'année, entraînant des répercussions négatives sur les **exportations canadiennes**. Par contre, au cumul des six

1. La consommation représente près de 70 % du PIB américain.

2. La flambée des cours du pétrole fait croître l'indice des prix à la consommation qui, à son tour, modifie les habitudes de consommation des individus (diminution d'achat de d'autres biens), ce qui a pour effet de diminuer les ventes au détail. Ce faisant, l'embauche de nouveaux travailleurs devient plus éparse.

# Survol et tendances

premiers mois de 2004, nos exportations internationales de marchandises ont progressé de 5,6 % (\$ constants de 1997) par rapport à 2003. De plus, notre **bilan commercial** face aux États-Unis a atteint 10,7 milliards \$ en notre faveur en juin, soit le meilleur résultat depuis janvier 2001.

Quant au **marché du travail**, les données des derniers mois sont moins bonnes : trois solides gains mensuels consécutifs ont cédé la place à des gains minimes de 8 700 postes en juillet. Le recul des emplois à temps plein explique en partie ce ralentissement. Bien qu'à première vue, le bilan des emplois créés semble plutôt faible, nous pouvons nous réjouir du fait que, sur une base sectorielle, le **secteur de la construction** demeure un secteur qui génère activité et emplois (19 100 nouveaux emplois en juillet, une cinquième hausse consécutive). De plus, le **secteur manufacturier** prend du mieux avec une croissance de 23 800 emplois depuis janvier 2004. Malgré les résultats anémiques de juillet, on note un gain net de 119 500 emplois au cours des sept premiers mois de l'année, tous secteurs confondus. Ces gains sont principalement concentrés dans les services professionnels, scientifiques et techniques, ainsi que dans le secteur de la construction.

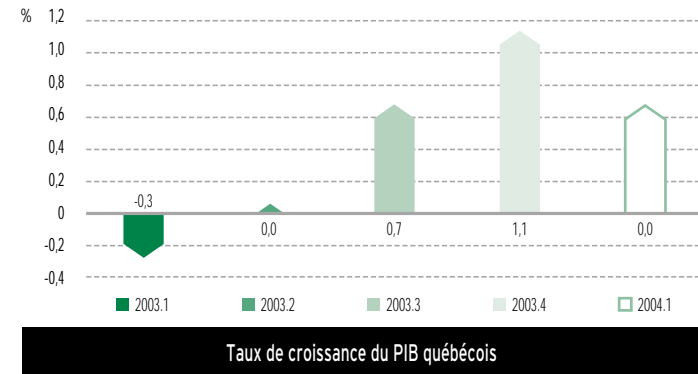
Comme en témoigne les données sectorielles de l'emploi, le **secteur de la construction** continue sur sa lancée. Les taux hypothécaires demeurant très peu élevés, ce secteur a d'ailleurs dégagé une moyenne de 227 000 unités DDA (données désaisonnalisées annualisées) de mises en chantier sur la première moitié de 2004. Après avoir atteint 218 426 mises en chantier en 2003 – un nombre tout simplement impressionnant –, les gens de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) estiment à 225 700, le nombre total de mises en chantier pour cette année, ce qui serait un exploit inégalé depuis 1987.

Sans aucun doute, le resserrement de la **politique monétaire** de la Banque du Canada devrait se poursuivre cette année, mais le rythme auquel il se fera demeure incertain. Il est évident que la Banque demeurera sensible aux effets qu'engendre la flambée du prix du pétrole sur les différentes composantes du PIB canadien, en plus des effets sur l'inflation. En juillet, l'inflation est redevenue une préoccupation pour la Banque du Canada, lorsque l'indice de référence<sup>3</sup> de la Banque a atteint 1,9 % et s'est approché de son taux cible, fixé à 2 %. ■

## Québec

### Un bon début d'année

L'économie québécoise a bien débuté l'année en dégagant une croissance de 0,7 % de son **PIB** au cours du premier trimestre de 2004. La vigueur de la demande intérieure et plus particulièrement la vitalité de la construction résidentielle ont été des facteurs positifs qui ont contribué à ce mouvement ascendant. Après cette période, le PIB a plutôt été stable en avril et en mai, avec de légères fluctuations (-0,1 % et de -0,04 % respectivement). En mai, la baisse subie par le **secteur manufacturier** (-0,7 %) a été la plus marquée. Plus spécifiquement, la fabrication de matériel de transport<sup>4</sup> – qui comprend les **pièces et produits aérospatiaux** – a diminué de 10 %, par rapport au mois précédent, soit une quatrième baisse mensuelle cette année. Cette statistique n'est pas dissociable des difficultés que connaissent les compagnies aériennes et les compagnies aérospatiales de la région de Montréal – de même que toute l'industrie mondiale – ces dernières années, pour les raisons que l'on connaît déjà (voir *Tableau de bord* vol. 5, no 4, juin 2003).



Source : Conférence Board du Canada

3. L'indice de référence de la Banque du Canada exclut du calcul de l'indice des prix de consommation, les huit composantes les plus volatiles (fruits, légumes, essence, mazout, gaz naturel, intérêts hypothécaires, transport interurbain et produits du tabac) ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.

4. La diminution du secteur de la fabrication de matériel de transport a été responsable, à hauteur de 60 %, de la forte baisse du secteur manufacturier en mai 2004.



# Survol et tendances

Sur une note plus positive, la vaste restructuration entreprise par les dirigeants d'Air Canada a porté fruit avec l'entérinement, en août, du plan de relance par le tribunal de l'Ontario. Espérons que les autres compagnies aériennes – clientes, entre autres, de Bombardier – pourront connaître le même sort, ce qui pourrait grandement aider la division Aéronautique de Bombardier à se sortir de sa position actuelle.

Comme il a été mentionné précédemment, la **construction résidentielle** demeure un secteur en plein essor cette année, quoique certains experts commencent à s'inquiéter du fait que le niveau atteint jusqu'à maintenant ne soit pas viable à long terme. À titre indicatif, les mises en chantier dans les centres urbains du Québec de 10 000 habitants et plus ont crû de 13,9 % en juillet, en unités DDA, par rapport à la même période de 2003. Malgré le fait qu'il existe une demande refoulée sur le marché montréalais de l'habitation – issue de l'anémie des années 1990 dans ce marché –, elle serait sur le point de se combler, selon les experts. Selon les porte-parole de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les mises en chantier devraient atteindre 56 000 unités à la fin de 2004, grâce au bas taux d'intérêt, au bilan migratoire et au renforcement de la croissance économique.

En contrepartie, l'**accès à la propriété** n'est pas chose facile. Ici comme ailleurs au Canada, le prix des maisons est en croissance constante, autant du côté des nouvelles propriétés que sur le marché de la revente. Au Québec, le prix moyen d'une maison a augmenté de 10,4 % en un an pendant qu'à Montréal, on observait une hausse de 13,4 % au deuxième trimestre de 2004.

Le premier trimestre de 2004 s'est conclu avec une bonne croissance des **exportations internationales** de marchandises du Québec, en hausse de 6,3 %, par rapport au dernier trimestre de 2003, une première depuis la fin de 2002. Les exportations de métaux précieux, de cuivre et des produits chimiques ont connu une croissance exceptionnelle, aidant aux gains du premier trimestre de 2004, pendant que les principaux produits habituellement exportés – tels que les avions, l'aluminium ainsi que l'équipement et le matériel de télécommunication – ont connu une progression modérée. Quant aux importations, elles ont affiché un recul de près de 5 % au premier trimestre, en raison de la baisse des importations de pétrole brut et de ses dérivés, de médicaments ainsi que d'équipement et de matériel de télécommunication. Grâce à ces résultats, la **balance commerciale trimestrielle** québécoise se porte mieux pour atteindre 1,5 milliard \$, le meilleur résultat depuis deux ans.

Les **finances publiques québécoises** sont à nouveau préoccupantes avec un manque à gagner estimé à 500 millions \$ pour les cinq premiers mois de l'exercice 2004-2005, en raison d'une hausse des dépenses dites «de système», telles que les salaires, les loyers, le chauffage. En parallèle, la publication de la dette nette des différentes provinces – qui exclut la portion de la dette nette fédérale – inquiète également. Sur une base *per capita*, l'endettement du Québec prend le deuxième rang des provinces canadiennes à 12 757 \$, en 2003. La situation des finances publiques devient d'autant plus préoccupante qu'éventuellement, nous arriverons à la phase de maturation du cycle économique, mais cela n'est pas sur le point d'arriver. On prévoit une croissance d'environ 2,8 % du PIB cette année, après avoir connu un gain de 1,6 % en 2003. Selon les prévisions, le meilleur est à venir. ■



# Notre conjoncture économique

## Marché du travail

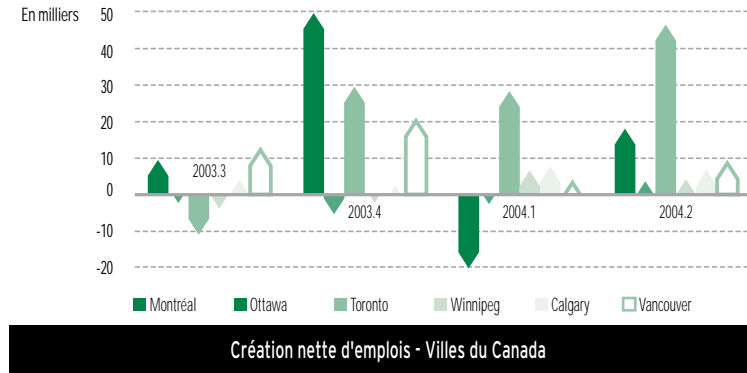
### Une diminution de cadence en juillet

Après les sept premiers mois de 2004, le marché du travail de l'**agglomération urbaine de Montréal** enregistre une perte nette de près de 6 000 postes. Sur cette période, le secteur du commerce (de gros et de détail) se retrouve sur la sellette avec une perte de 18 000 emplois. De leur côté, le secteur du transport et entreposage ainsi que celui comprenant les services professionnels, scientifiques et techniques ont plutôt sauvé les meubles, créant à eux deux 28 000 emplois sur la période. Pour sa part, le secteur de la fabrication fait du surplace depuis janvier dernier, ce qui en soi peut être perçu comme une bonne nouvelle, compte tenu des replis enregistrés au cours de la dernière année et demie. Les annonces de mises à pied ont beaucoup fait les manchettes en début d'année, mais se sont espacées depuis. Avec les efforts de consolidation qu'ont dû réaliser les entreprises en cette période de hausse du huard, on peut espérer que le bilan manufacturier se tiendra du côté positif en 2004.

En ce qui a trait au taux de chômage à Montréal, il a continué d'évoluer sous la barre des 9 % depuis janvier pour s'établir à 8,3 % en juillet. En comparaison avec l'année 2003, il semble que plusieurs chômeurs se soient découragés depuis le début de 2004 en quittant la population active, ce qui a fait diminuer le taux de chômage dans la métropole.

À titre comparatif, les estimations de *l'Enquête sur la population active* de Statistique Canada indiquent que dans la région métropolitaine de Toronto, il s'est créé près de 65 000 nouveaux emplois de janvier à juillet – la plus forte hausse d'une région métropolitaine au pays –, pendant que Vancouver créait un maigre 3 500 postes, ce qui demeure quand même mieux que les pertes enregistrées à Montréal.

De son côté, l'emploi au **Québec** a légèrement fluctué à la hausse, avec 9 600 nouveaux postes en juillet dernier. Cette croissance sur le marché du travail résulte, entre autres, de l'activité des secteurs de la construction (+14 200); des services aux entreprises, des services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien (+13 000); et des services de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (+7 800). En contrepartie, on trouvait en repli principalement les secteurs de l'administration



Source : Conference Board du Canada

publique (-10 300), des soins de santé et de l'assistance sociale (-8 600). De plus, le secteur de la fabrication accuse de nouveau des pertes, cette fois de 700 emplois. Pour sa part, le taux de chômage est resté stable à 8,2 % en juillet. Point encourageant, en juillet, on a vu 3 702 500 personnes en emploi, ce qui est très près du record atteint en avril, alors que 3 714 500 personnes travaillaient au Québec. Le taux d'emploi affiche à présent 60,2 % (en baisse par rapport à avril).

En regard de la période de janvier à juillet, le Québec a réussi à générer 20 600 nouveaux emplois, soit environ le quart de ceux créés au pays, ce qui correspond à son poids démographique au sein de la fédération.

Si le Québec a connu des gains d'emploi en juillet, il en a été autrement ailleurs au pays. En effet, un recul a été noté dans trois des provinces de l'Ouest, et les avancées ailleurs au pays ont surtout été modérées. Le **Canada** n'a généré qu'un faible 8 700 emplois en juillet, dont la totalité était à temps partiel<sup>5</sup>. Ce repli d'emplois à temps plein est tout de même le premier depuis août 2003. Dans ces résultats moins élevés que prévu par les experts – on prévoyait une hausse nette de 25 000 à 30 000 emplois –, on retrouve deux secteurs ayant

5. Au cours du mois de juillet, 47 700 emplois à temps partiel ont été créés au Canada, pendant qu'on en perdait 38 900 à temps plein.

# Notre conjoncture économique

marqué les plus importants replis au pays en juillet, soit celui des soins de santé et d'assistance sociale (-23 500 emplois) et celui des services d'enseignement (-20 200). En revanche, le secteur de la fabrication a pour sa part créé 20 700 emplois en juillet – surtout concentrés en Ontario, mais répartis dans plusieurs industries. Le secteur de la construction quant à lui demeure toujours vigoureux (+19 100 emplois). Le taux de chômage a fléchi de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,2 % pour ce même mois, principalement en raison de la diminution de la population active au pays. ■

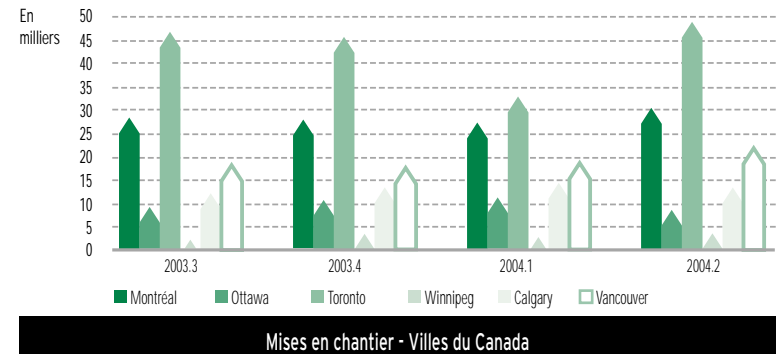
## Marché de l'habitation

### Le nombre de mises en chantier : toujours élevé

Les facteurs économiques – tels que la croissance du marché de l'emploi, les taux hypothécaires historiquement bas et la grande confiance des consommateurs canadiens – demeurent favorables à une expansion du secteur de la construction encore cette année.

Rien ne semble ralentir l'élan du secteur de la construction dans l'**agglomération urbaine de Montréal**. En juillet, les mises en chantier ont atteint le rythme annualisé de 26 900 unités DDA (données dessaisonnalisées annualisées) – un niveau perçu comme insoutenable par plusieurs observateurs, compte tenu la croissance démographique actuelle. Sur une base réelle, les mises en chantier dans l'agglomération urbaine de Montréal ont enregistré une hausse de 6 % par rapport au même mois de l'an dernier (à 2 066 unités). Cette augmentation s'est matérialisée grâce à l'activité générée par les logements en copropriété – en hausse de 44 % –, ce qui a contrebalancé le repli subi par les logements de location (-36 %). Tous types de logement confondus, ce sont les maisons individuelles qui ont généré le plus d'activité (en nombre) dans l'agglomération de Montréal, avec 902 unités en juillet. Sur une base sectorielle, le plus grand foyer de croissance a été l'île de Montréal, avec une augmentation de 72 % de l'activité en juillet 2004 par rapport au même mois de 2003.

Si l'activité se maintient dans l'agglomération urbaine de Montréal sur la deuxième moitié de l'année, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) juge qu'on pourrait observer les meilleurs résultats depuis les quinze dernières années.



Source : Conference Board du Canada

Au **Québec**, la construction demeure également un secteur en croissance. Pour le mois de juillet, les mises en chantier ont crû de 9,4 %, à 56 900 unités DDA, par rapport à juillet de l'an dernier, et ce, après avoir pris une pause en juin avec 52 700 unités. La moyenne sur sept mois est d'ailleurs un peu plus élevée, à 57 200 unités DDA. Les bons résultats de juillet découlent surtout de l'activité de la RMR<sup>6</sup> de Gatineau, où les mises en chantier ont plus que triplé en 2004 (passant de 136 unités en 2003 à 432). Dans les centres urbains de 100 000 habitants et plus (Gatineau, Montréal, Québec, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières), les mises en chantier ont augmenté de 28 % au cumul des résultats de janvier à juillet de cette année en comparaison avec l'an dernier. On attribue aux logements collectifs plus de la moitié de ce résultat. Les spécialistes de la SCHL se questionnent à juste titre sur la durabilité de ce mouvement de croissance sur le marché de l'habitation, compte tenu du plafonnement de la croissance dans certains segments de marché au Québec. Seul le temps nous le dira.



# Notre conjoncture économique

Tout comme à Montréal et au Québec, le nombre de mises en chantier au **Canada** est demeuré soutenu en juillet, à 218 700 unités DDA, malgré une légère diminution du rythme par rapport au mois précédent (où l'on enregistrait 232 100 unités). Dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus, les mises en chantier ont diminué de 8 %, à 191 900 unités DDA, sur cette même période, en raison du recul constaté dans le segment des logements collectifs. Seul les centres urbains du Québec ont présenté un nombre accru (+5,4 %) de mises en chantier en juillet par rapport à juin 2004. Face aux résultats de juillet 2003, le nombre total de mises en chantier a diminué légèrement de 2 % en juillet cette année. Avec la croissance enregistrée sur le marché de l'habitation pour les sept premiers mois de l'année et les facteurs économiques toujours favorables, la SCHL prévoit que les mises en chantier sont en voie d'atteindre 225 700 en 2004 - le meilleur résultat depuis 1987. ■

## Marché financier

### Taux d'inflation

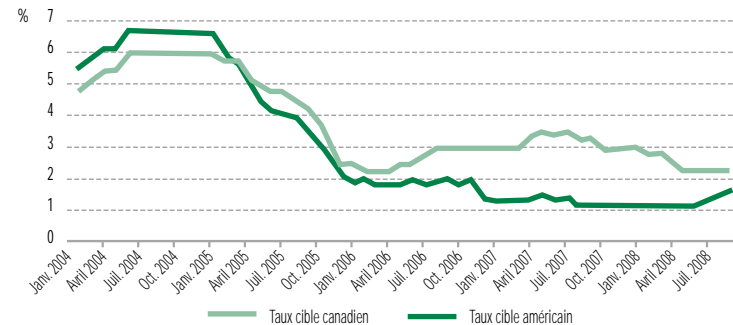
Sur une base mensuelle, l'indice des prix à la consommation (IPC) a légèrement diminué de 0,1 % en juillet, grâce à une diminution des prix de l'essence (-3,5 %) (données non désaisonnalisées). Bien que le prix s'établisse à un niveau que les consommateurs considèrent très élevé, il demeure qu'il était en baisse en juillet par rapport à juin 2004. C'est une deuxième baisse consécutive du pétrole, après cinq augmentations séquentielles. Quant à l'indice de référence de la Banque du Canada – qui exclut les huit composantes les plus volatiles<sup>7</sup> –, celui-ci était en hausse de 0,2 % en juillet par rapport à juin.

Sur une base annuelle (sur 12 mois), le taux d'inflation s'est établi à 2,3 % en juillet 2004. Ce taux a tout de même ralenti par rapport à juin 2004, alors qu'il affichait 2,5 %. Les prix de l'essence ont été de loin le principal facteur expliquant la variation annuelle de l'IPC en juillet, suivi par les prix des cigarettes et des primes d'assurance. En excluant les prix de l'énergie – un élément volatil –, la hausse de l'indice a été de 1,6 % en juillet 2004 par rapport au même mois de 2003. Pour sa part, l'indice de référence a augmenté de 1,9 % en juillet, après une hausse de 1,7 % en juin. Cet indice

se retrouve à nouveau dans la mire de la Banque du Canada, s'approchant du taux cible de l'inflation fixé à 2 %<sup>8</sup>, bien qu'il évolue toujours à l'intérieur de la fourchette d'inflation. Depuis un an, l'indice a fluctué une fois seulement au-dessus de la barre du 2 %, soit en décembre 2003. Toutefois, avec la publication des résultats de juillet, celui-ci s'en approche grandement. Il faudra surveiller avec attention les dépassements possibles dans les prochains mois.

### Taux d'intérêt

En juillet dernier, la Banque du Canada a décidé de laisser fixe son taux directeur à 2 % mais, dans les jours suivants<sup>9</sup>, elle a envoyé des signaux pointant vers une augmentation éventuelle cet automne. La Banque du Canada a mis la puce à l'oreille des experts en déclarant : «*À mesure qu'une économie approche des limites de sa capacité de production, il est nécessaire de réduire le degré de détente monétaire afin d'éviter une intensification des pressions inflationnistes*». Elle s'offre tout de même la possibilité de ne pas bouger si certains facteurs évoluaient en sens inverse à ses prévisions, ques-



Taux cible du financement à un jour et taux cible des fonds fédéraux américains

Sources : Banque du Canada et Réserve fédérale américaine

7. Voir note 3.

8. La Banque du Canada balise la conduite de la politique monétaire en préconisant une fourchette d'inflation entre 1 et 3 %.

9. Au moment de la publication de sa mise à jour de la politique monétaire.

# Notre conjoncture économique

tion de ne pas reproduire le malencontreux épisode de l'an dernier où la Banque avait procédé à deux hausses de taux successives et avait dû revenir en arrière à cause du SRAS, de l'essor du huard et de la crise de la vache folle. À cet égard, la Banque identifiait trois facteurs à surveiller : la taille estimée de l'écart de production<sup>10</sup>; la progression future des exportations et des importations canadiennes; et l'évolution du prix du pétrole et des produits de base (non énergétiques).

Depuis ces annonces, la publication de données économiques, notamment celles des échanges commerciaux canadiens à l'international, augure dans le sens d'une hausse possible du taux directeur dès le début de l'automne.

## Taux de change

Après avoir connu une hausse marquée en janvier, notre huard a décliné jusqu'à un creux de 71,60 cents US en mai, au moment où le dollar américain s'appréciait dans l'espoir d'une forte reprise de l'économie américaine. Plus récemment, la publication de la balance commerciale canadienne de juin – qui faisait état d'une balance positive de 8,6 milliards \$, un record – et les résultats de l'enquête sur les industries manufacturières de juin au Canada – qui faisait état d'un niveau record des livraisons, à 49,9 milliards \$ – ont donné des ailes à notre huard qui affichait 77,06 cents US le 20 août 2004. Du côté américain, la publication de plusieurs données, dont celle faisant état du déficit commercial record – qui s'est creusé à 144,9 milliards \$ pour le premier trimestre de 2004 (qui équivaut à un déficit annuel de 580 milliards \$) –, l'essoufflement de l'engouement pour les titres financiers américains – le Japon, grand argentier des États-Unis, a réduit de moitié ses achats de titres américains –, la présence d'un passage à vide<sup>11</sup>, ainsi que la hausse du prix du pétrole, ont eu des effets néfastes sur la devise américaine, contribuant au retour à la hausse de notre devise.

Compte tenu de ces facteurs, le huard n'a pas pris de la valeur par rapport à la devise américaine depuis janvier (-2,2 % en date du 30 août 2004). Cela,

additionné à une demande américaine accrue pour les produits canadiens, explique que nos exportateurs se tirent mieux d'affaire cette année, comparativement à l'an passé. Avec la publication de données économiques positives au Canada, le cours du huard devrait continuer de se raffermir. Notre huard a également perdu du terrain face à la livre sterling (-2,2 %) depuis le début de l'année, pendant qu'il s'est apprécié face au yen (+0,6 %) et à l'euro (+2,4 %).

## Marchés boursiers

Les bourses ont parcouru le premier trimestre de cette année avec de la vigueur, mais le mouvement n'a pas duré. Déjà en mars, les tensions géopolitiques (attentats à Madrid et au Proche-Orient) et la faible création d'emplois aux États-Unis ont ralenti les gains. Depuis, l'envolée du prix du pétrole (et ses effets sur l'économie nord-américaine – négative pour les États-Unis puisque cette hausse fait diminuer le ratio cours/bénéfices des entreprises américaines; mais, possiblement positive pour le Canada puisque nous sommes un exportateur net de pétrole) – et le resserrement de la politique monétaire américaine limitent les mouvements boursiers à la hausse.

De janvier à août 2004, les gains des marchés boursiers ont atteint 3,3 % pour l'indice S&P/TSX (Canada) et 4,3 % pour l'indice Nikkei (Japon), pendant que le Dow Jones (États-Unis) se repliait de 2,0 %. Dans les mois à venir, l'essor du cours mondial du pétrole brut – qui fluctuait au delà des 48 \$ en août – continuera probablement à teinter, à la baisse, l'évolution des marchés. De son côté, l'élection présidentielle américaine pourrait avoir des effets positifs sur les marchés financiers, au fur et à mesure que l'issue électorale sera plus certaine et que les investisseurs reprendront confiance. ■

## Commerce extérieur

### Niveau record de l'excédent commercial canadien

Le commerce international de marchandises du Québec présente un bilan mensuel plutôt décevant avec un repli de 2,3 % en mai, à 5,7 milliards \$ (dollars courants) par rapport au mois précédent, les exportations d'avions entiers (premier produit d'ex-

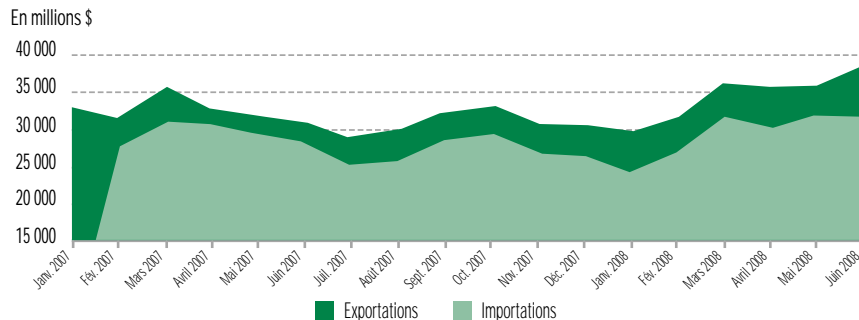
10. Selon la Banque du Canada, l'écart de production est la différence entre la production effective d'une économie et le niveau de production qu'elle peut atteindre compte tenu de la main-d'oeuvre, du capital et de la technologie dont elle dispose, sans créer de pressions durables à la hausse sur l'inflation. L'écart de production est également appelé «capacité de production inutilisée» ou «capacité excédentaire».

11. On décèle un «passage à vide» lorsqu'on observe, dans une reprise économique, une baisse marquée de la croissance du PIB relativement à des facteurs internes comme, par exemple, une baisse de la demande intérieure.

# Notre conjoncture économique

portation en valeur) ayant diminué de moitié au cours de ce mois. D'autres produits, tel que les produits chimiques organiques et les navires et bateaux ont également subi un recul. C'est un troisième recul mensuel des exportations québécoises cette année. Quant aux importations, le Québec a fait du surplace en mai. Dans ce cas, les pertes subies par le pétrole brut et les autres minerais ont été contrebalancées par les importations d'automobiles.

À l'égard des différents partenaires commerciaux du Québec, les exportations en direction des États-Unis ont reculé de plus de 4 %, en raison des ventes d'avions qui déclinaient en mai. Quant aux exportations vers l'Europe, elles sont demeurées stables, pendant que celles destinées à l'Asie augmentaient de plus de 20 %, effaçant le recul subi en avril. Du côté des importations, le Québec a importé 5 % plus de produits provenant des États-Unis en mai, par rapport au mois précédent, au même moment où les importations provenant d'Europe chutaient de 12 %, en raison du recul des achats de pétrole brut. En ce qui a trait aux importations d'Asie, des gains de près de 10 % ont été réalisés, répartis dans une multitude de produits (allant des tissus aux téléviseurs). En mai, la Chine est d'ailleurs devenue le deuxième fournisseur du Québec, après les États-Unis, devançant ainsi le Royaume-Uni.



Exportations et importations canadiennes

Source : Statistique Canada

Contrairement au résultat du Québec, le **bilan commercial canadien** de juin fait état d'un excédent commercial de 8,6 milliards \$, un nouveau sommet. Statistique Canada constate ces résultats et les explique par une demande mondiale croissante et une demande américaine toujours à la hausse au cours de la première moitié de l'année 2004, cédant au second plan les effets pernicioux de la force du huard. Ce bilan pourrait toutefois se gêner en deuxième moitié de 2004 avec la hausse du prix du pétrole et de ses effets sur la consommation américaine et, par ricochet, sur nos exportations.

En hausse pour un cinquième mois consécutif, les exportations canadiennes ont augmenté de 4,4 % en juin pour atteindre 39,0 milliards \$. Tous les groupes principaux de marchandises ont participé à cette hausse, exception faite des produits forestiers, en baisse de 2,8 %. De plus, les exportations ont également progressé dans tous les principaux marchés où le Canada est présent. La demande américaine pour les produits canadiens a été de 2,9 % plus élevée en juin que pour le mois précédent. Pour leur part, les importations canadiennes se sont repliées de 3,7 % en juin par rapport au niveau record enregistré en mai de cette année. La baisse dans les importations de machines et d'équipement (-10,2 %), de biens de consommation (-5,0 %) et de produits de l'automobile (-2,6 %) en serait la cause. La chute des importations de machines et d'équipement n'a rien d'alarmant compte tenu du niveau exceptionnel atteint dans cette catégorie en mai, ce que Statistique Canada qualifiait du «niveau mensuel le plus élevé de ce secteur depuis plus de 20 ans». ■



# Économie du Grand Montréal

## Le nouveau Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal : un outil pour la qualité de l'aménagement urbain et la compétitivité économique de Montréal

L'exercice de révision et d'adoption du Plan d'urbanisme qu'a entrepris la Ville – et qui se terminera au début de 2005 – en est un particulièrement important pour Montréal. En effet, ce Plan orientera pour les dix prochaines années le développement urbain de la métropole, ce qui aura indéniablement un effet important sur la «qualité de lieu» que pourra offrir Montréal aux talents cherchant un endroit où s'établir.

À cet égard, Montréal n'est certainement pas la seule à vouloir utiliser l'aménagement de son territoire comme levier de développement économique durable. Parmi les nombreuses concurrentes de Montréal, plusieurs ont mis – avec succès – sur le développement de leur trame urbaine et sur le redéveloppement de certains de leurs quartiers déstructurés; mentionnons à ce titre Barcelone et Boston, deux réussites fréquemment citées.

Pour les métropoles de la taille de Montréal, se doter d'un plan d'urbanisme de qualité permet, entre autres choses, d'éviter les erreurs de planification et d'aménagement qui peuvent, après coup, se révéler très coûteuses. De plus, un plan bien structuré permet de maximiser les retombées des projets entamés et de favoriser la présence «d'effets d'entraînement», un peu comme nous avons pu l'observer dans le cas du Quartier International. Montréal a donc tout intérêt à se doter d'un outil qui favorisera la mise en place d'aménagements durables et de qualité et, surtout, de s'assurer qu'ils puissent être réalisés en fonction des aménagements existants et en partenariat avec les acteurs riverains, citoyens et entreprises.

À la base du nouveau Plan d'urbanisme, la Ville identifie sept grandes «orientations d'aménagement» qui représentent, à bien des égards, les grands principes devant orienter les choix d'urbanisme concernant des endroits précis. Parmi ces grandes orientations, la Chambre était particulièrement heureuse de constater la présence d'une orientation qui s'applique particulièrement au Centre<sup>12</sup>. Cette reconnaissance explicite du caractère unique du Centre et de sa portée – qui va bien au-delà des limites de l'île – représente pour la Chambre un jalon important : il s'agit d'une affirmation

sans équivoque du fait que le développement du Centre touche tous les Montréalais d'un bout à l'autre de l'île et que tous doivent s'en préoccuper.

### Les sept orientations d'aménagement du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal

Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets

Des réseaux de transport structurants, efficaces et bien intégrés au tissu urbain

Un Centre prestigieux, convivial et habité

Des secteurs d'emplois dynamiques, accessibles et diversifiés

Un paysage urbain et une architecture de qualité

Un patrimoine bâti, archéologique et naturel valorisé

Un environnement sain

### Des projets prometteurs

Au-delà des orientations d'aménagement proposées par la Ville, 24 «secteurs de planification détaillée» à portée métropolitaine sont également identifiés dans le plan et devront faire l'objet d'une planification approfondie au cours des prochaines années. Cette section, tout en mettant en évidence une multitude de possibilités de développement, soulève un enjeu tout aussi délicat que crucial : celui de la «priorisation».

Ainsi, dans le mémoire qu'elle soumettait en juin dernier à l'Office de consultation publique, la Chambre soulignait l'importance d'identifier les secteurs devant faire l'objet prioritairement d'interventions et d'élaborer un plan de mise en œuvre basé, notamment, sur les retombées métropolitaines que ces projets sont susceptibles de générer. Sur ces bases, neuf secteurs se distinguaient aux yeux de la Chambre parce qu'ils sont susceptibles de contribuer, selon leur vocation, à trois éléments importants du développement de Montréal : le **rayonnement de la ville**, la **fluidité de la circulation des personnes et des marchandises** et le **redéveloppement des zones à fort potentiel**.

Ainsi, le développement de certains quartiers, notamment le centre-ville et son Centre des affaires – moteur économique de la métropole et du Québec –, con-

12. Le territoire du Centre ne fait pas l'objet d'une délimitation précise dans le plan d'urbanisme. Cela dit, il est généralement accepté que le centre-ville et ses environs, notamment le Vieux-Montréal et le Havre, en font partie.

# Économie du Grand Montréal



## Les neuf orientations d'aménagement prioritaires par la Chambre

Le Centre des affaires
Le Havre de Montréal
Le Quartier des spectacles
Les abords de l'Aéroport international Montréal-Trudeau
Le réaménagement de la rue Notre-Dame Est
Le réaménagement du secteur Décarie - Cavendish - Jean Talon Ouest
Les abords du boulevard Crémazie et de l'autoroute métropolitaine
Le développement du secteur l'Acadie-Chabanel
Le réaménagement des sites Glen et Turcot

tribuera à faire de Montréal une métropole dont la personnalité internationale et la capacité d'attraction de son centre en font l'un des plus dynamiques de l'Amérique du Nord et du monde. Les projets relatifs au réaménagement de certaines des voies de communication et à la modernisation du réseau de transport en commun permettront, quant à eux, l'amélioration de la fluidité des transports sur l'île et la réduction des coûts attribuables à la congestion routière, pour les entreprises de la région, évalués à près de 780 millions \$ par an<sup>13</sup>. Enfin, les initiatives de redéveloppement des secteurs l'Acadie-Chabanel et Glen et Turcot favoriseront l'émergence de projets structurants sur des sites qui sont actuellement peu exploités.

En étudiant la liste de ces importants projets, il pourrait être tentant de se demander combien la concrétisation de tous ces projets pourrait coûter. La somme sera assurément «intimidante» – et décourageante – et c'est justement pourquoi il est important de prendre le nouveau Plan d'urbanisme pour ce qu'il est : un outil qui permettra d'orienter les aménagements et le développement urbain qui seront réalisés à Montréal au cours des 10 prochaines années et dont les retombées économiques et sociales se feront sentir pour des dizaines d'autres. C'est précisément là un des arguments démontrant la nécessité de s'assurer, conformément à ce qui est suggéré dans le cadre de ce Plan, d'une planification durable des aménagements et d'une cohésion des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ces projets. Et c'est aussi pour cette raison que le premier défi que présente ce plan d'urbanisme, c'est bien son application rigoureuse. ■

## La Communauté métropolitaine de Montréal et son plan de développement économique régional

Au cours des dernières années, la Chambre a souligné à maintes reprises la nécessité de faire preuve davantage de créativité, de cohésion et de cohérence dans le soutien apporté au développement économique de la région métropolitaine de Montréal. Dans cette optique, la Chambre a salué, en 2001, l'entrée en fonction de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et placé beaucoup d'espoir en cette nouvelle structure dont le territoire correspond, à peu de choses près, au véritable territoire économique fonctionnel de la région de Montréal. L'une des raisons de cet enthousiasme était l'obligation de la CMM de produire un plan de développement économique pour la région. Ce nouveau plan est maintenant présenté, sous forme de «projet» à la population et la CMM s'appête à recueillir les commentaires. Inutile d'insister sur l'importance qu'accorde la Chambre à cette consultation et au plan qui en est à l'origine !

Le plan de développement économique a pour fonction principale de présenter une vision collective faisant consensus et permettant aux gouvernements et à la société civile de définir, ensemble, les actions spécifiques en vue de concrétiser cette vision. Or, l'essence même de cette vision est d'accroître significativement la richesse collective des habitants de la région métropolitaine. Ce faisant, la CMM se fixe un objectif ambitieux de hisser la région de Montréal parmi les régions nord-américaines les plus dynamiques et, surtout, parmi les plus riches. Voilà qui n'est pas une mince tâche : à l'heure actuelle, Montréal arrive au dernier rang des 26 principales régions métropolitaines nord-américaines en matière de PIB *per capita*. Or, le projet de plan examine différents scénarios de progression, parmi lesquels l'un des plus audacieux est d'atteindre le sixième rang d'ici 2025, à raison d'une croissance annuelle du PIB de 5,2 % en dollars constants !

Avec ce plan, la CMM a pris le parti de voir grand plutôt que de regarder l'avenir avec des lunettes roses. La CMM est indéniablement consciente des nombreux défis que doit relever l'économie de la région métropolitaine et de l'ampleur du retard à rattraper par rapport aux autres agglomérations du

13. Source : Ministère des Transports du Québec.

# Économie du Grand Montréal

continent nord-américain. La très grande ambition caractérisant le projet de plan vise ainsi à reconnaître les atouts et à mobiliser les différents acteurs et intervenants en développement économique de la région autour de moyens visant à dynamiser davantage l'économie métropolitaine.

Pour accroître la prospérité de la région métropolitaine de Montréal, quatre grands axes de développement économique sont proposés :

## Pour une région métropolitaine apprenante

La CMM reconnaît que la région doit faire face à l'important défi du capital humain, élément incontournable au succès métropolitain. Dans ce contexte, l'organisme propose de faire de la Table métropolitaine de Montréal son partenaire privilégié pour assurer un arrimage adéquat entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre qualifiée. Selon le projet de plan, la Table serait dorénavant appelée à présenter à la CMM des projets pertinents pour «relever le triple défi du développement des compétences, des besoins des entreprises et de l'employabilité».

## Pour une région métropolitaine compétitive et prospère

À travers cet axe, la CMM suggère, entre autres, de créer et de soutenir la dynamique de l'innovation sur son territoire. Dans cette optique, la CMM envisage de créer un organisme appelé Innovation Montréal Métro (IMM) pour assurer la concertation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la dynamique de l'innovation métropolitaine. IMM veillerait notamment à soutenir et à promouvoir des projets concrets en matière d'entrepreneuriat,

Revenu par habitant (1 \$CAN = 0,75 \$US)		
Rang	Dollar canadien	Villes
1	35 294 \$	Boston
2	35 039 \$	New York
3	33 780 \$	Seattle
4	32 967 \$	Atlanta
5	32 375 \$	Chicago
6	31 066 \$	Philadelphie
7	28 096 \$	Ottawa
8	27 971 \$	Calgary
9	26 899 \$	Miami
10	26 881 \$	Toronto
11	24 295 \$	Vancouver
12	22 632 \$	Montréal

d'éducation, de recherche, de services aux entreprises, d'accès au financement et autres, en réponse aux demandes qui pourraient émaner à la fois des organismes actifs en soutien à l'innovation sur le territoire et des secrétariats de grappes. En effet, des secrétariats verraient le jour pour assurer la coordination des différentes grappes métropolitaines qui seraient retenues.

## Pour une région métropolitaine attractive

La problématique des infrastructures est, entre autres, abordée au sein de cet axe. Pour la CMM, il est évident que la consolidation du réseau de transport doit se réaliser rapidement, compte tenu de l'importance des échanges commerciaux avec l'Amérique du Nord pour l'économie de l'agglomération montréalaise. Il en va de même pour les infrastructures dites municipales : pour la région métropolitaine, une injection de plus de 9 milliards \$, d'ici les 15 prochaines années, serait nécessaire pour simplement remettre à niveau les réseaux d'égouts, d'aqueducs et de voirie municipale<sup>14</sup>.

## Pour une région métropolitaine de calibre mondial

Selon cet axe, la CMM propose par exemple de doter l'ensemble de la région métropolitaine d'une stratégie intégrée de promotion internationale. La CMM s'engage ainsi à présenter, d'ici la fin de 2005, une stratégie métropolitaine de promotion internationale. Cette stratégie aurait notamment l'objectif de définir le rôle des villes et des partenaires, tout en consolidant et en développant les atouts compétitifs de la région métropolitaine et en définissant l'image de marque de la région.

En conclusion, la région métropolitaine disposera bientôt, pour la première fois de son histoire, d'un véritable plan de développement économique à l'échelle du territoire et préparé par des élus de la région. Il s'agit là d'un outil indéniablement important, notamment pour assurer davantage de cohérence dans nos efforts et de cohésion entre les différents acteurs impliqués dans le développement de la région. Pour cette raison, la Chambre participera avec beaucoup d'intérêt à la consultation menée par la CMM et fera tout en son possible pour contribuer à compléter le plan présenté par la CMM. Car les objectifs ambitieux énoncés dans le plan devraient nous rappeler collectivement la nécessité de travailler ensemble, dans une même direction, en faveur du développement de Montréal. Chose certaine, la Chambre voudra au cours des prochaines semaines entretenir dans la région le désir de se dépasser économiquement... et de dépasser les autres! ■

14. Donnée tirées de la Communauté métropolitaine de Montréal, Les priorités d'intervention des villes-régions, document publié dans le cadre du Forum national sur la croissance économique des grandes villes du Canada tenue à Montréal en juin 2004.



# Clin d'oeil sur Montréal

*Après les TI et l'animation, place aux jeux !*  
**Montréal s'affirme de plus en plus dans le secteur des jeux vidéo**

Par M. Jean Houde, président-directeur général, Investissement Québec



Montréal est le centre québécois des technologies de l'information (TI), un secteur qui compte quelque 5 000 entreprises, donne du travail à 140 000 personnes et dont le volume d'affaires s'élève à 26,4 milliards \$. En fait, le dynamisme des TI à Montréal est tel que la métropole ne compte plus le nombre de géants internationaux qu'elle a su attirer – dont Motorola et Computer Science Corporation.

Bien que le secteur soit très varié et que Montréal fasse sa marque dans plusieurs sphères des TI, de la microélectronique à la fabrication d'équipement de télécommunications, la métropole se crée depuis quelque temps une place des plus enviées dans le secteur du multimédia, qui représente au Québec plus de 275 entreprises et 3 500 emplois.

En effet, devenue un des pôles technologiques les plus attrayants du monde, Montréal fait maintenant voir ses talents dans l'industrie de l'animation et, de plus en plus, dans le secteur des jeux vidéo, un domaine qui est à l'image même de notre ville où esprit créateur, passion et *know-how* industriel se marient en un tout unique.

## Animation, effets spéciaux et jeux interactifs

Montréal est l'une des vedettes incontestées du monde de l'animation 2D et 3D. Softimage, Discreet, Toon Boom et bien d'autres entreprises en technologie d'animation ont tracé les voies de la création, de l'imagination et de l'expertise technologique dans leur domaine. Le secteur du jeu en fait de même.

L'industrie québécoise des jeux interactifs connaît en effet un boom extraordinaire. Quatre entreprises – les françaises Ubisoft et Microïds et les québécoises Strategy First et A2M – mobilisent à elles seules pas moins de 1 000 personnes et se partagent 75 % des ventes du secteur. Un nouveau joueur s'est ajouté en 2003 : Electronic Arts, numéro un mondial de la production et de l'édition de jeux vidéo, qui a ouvert un tout nouveau studio de création à Montréal.

Formés dans les meilleures écoles (par exemple, le Centre national d'animation et de design et l'Institut de création artistique et de recherche en infographie), nos con-

cepteurs de jeux interactifs sont réputés pour leur stabilité, leur compétence et leur créativité. Et ce facteur, maintes fois vanté par les entreprises, contribue souvent à hisser le Québec au palmarès des meilleurs sites de localisation dans le monde. La vitalité de Montréal dans le multimédia est de plus en plus attrayante aux yeux des investisseurs étrangers, comme les démarcheurs d'Investissement Québec le constatent régulièrement. En outre, le dynamisme des Québécois dans les secteurs culturels comme le cinéma, la télévision, la publicité et la musique, permettent aux entreprises les plus novatrices de prévoir leur essor avec confiance.

## Des avantages connus et un réseau dynamique

En plus d'une main-d'œuvre exceptionnelle, les entreprises comme Ubisoft et Electronic Arts savent très bien qu'elles peuvent trouver à Montréal des avantages concurrentiels concrets et un milieu propice aux affaires. Elles apprécient particulièrement la proximité géographique entre le Québec et les États-Unis, ses infrastructures modernes, sans oublier ses coûts d'implantation et d'exploitation qui sont parmi les plus avantageux en Amérique du Nord. En outre, elles peuvent compter sur des partenaires comme Investissement Québec qui veulent les voir réussir et investir davantage dans la métropole et qui ont l'expertise et les outils pour les soutenir dans leur croissance.

Ces entreprises trouvent aussi à Montréal un réseau multimédia productif et résolument tourné vers le succès. C'est justement pour permettre aux concepteurs de jeux vidéo et électroniques de se doter d'un lieu de rencontre et de réseautage que Montréal sera l'hôte d'un Sommet du jeu organisé par Alliance NumériQC, les 3 et 4 novembre prochain. Bien que principalement destiné aux créateurs d'ici, le Sommet accueillera également des grands noms de la scène internationale dont Greg Zeschuk et Ray Muzyka, coproducteurs de jeux à succès dont *Star Wars*.

Investissement Québec, qui travaille à la fois auprès de grandes filiales étrangères et d'entreprises d'ici, participera à ce Sommet. Nous comptons y rencontrer des créateurs... et des investisseurs. ■



# Chroniqueur invité

## Une économie moderne fondée sur le savoir

Par l'honorable Jacques Saada, ministre de Développement économique Canada et ministre responsable de la francophonie



Le gouvernement du Canada a de grands objectifs de développement économique et d'amélioration de la qualité de vie des collectivités du pays. En faisant du Canada un chef de file mondial dans le développement et l'application de technologies d'avant-garde, nous serons en mesure de contribuer à la création d'entreprises concurrentielles sur le plan international. Nous pourrions ainsi aspirer à devenir un meneur dans la création d'emplois de haute qualité, répondant de ce fait aux aspirations des Canadiens et des Canadiennes, et favoriser du même coup leur rétention ici, pour poursuivre l'édification d'un Canada toujours meilleur.

À titre de ministre de Développement économique Canada, mon intérêt pour les questions de développement économique prend en compte le potentiel de croissance que possède chaque région du Québec. À cet égard, l'innovation, bien qu'elle présente plus que sa part de défis pour la grande région de Montréal, est une immense source de progrès. Au cours des cinq dernières années, la part relative de l'aide financière totale accordée par l'agence à des projets en innovation a augmenté considérablement, passant de 24 % en 1999-2000 à 61 % en 2003-2004.

### La place de Montréal

Dans cette perspective, Montréal est bien positionnée puisqu'elle est la région métropolitaine de recensement (RMR) la plus diversifiée au Canada en ce qui concerne le nombre de secteurs à vocation scientifique ou de secteurs fondés sur les technologies de l'information et des communications. En fait, Montréal est la RMR la plus diversifiée globalement. On y recense 819 secteurs d'activité sur une possibilité de 860. Toronto vient au deuxième rang avec 809 secteurs. De plus, en 2000, Montréal était la RMR qui comptait la plus forte proportion d'emplois rattachés aux secteurs de la

nouvelle économie. Cette proportion est en effet passée de 9 % en 1990 à 12,2 % en 2000, ce qui représente une hausse de 3,2 % ou 47 000 emplois de plus.

Montréal est également un pôle technologique de premier plan. Au 15<sup>e</sup> rang des métropoles nord-américaines par la population en 2003, Montréal se classe au 10<sup>e</sup> rang par son niveau d'emploi dans les secteurs technologiques, à savoir les technologies de l'information (9<sup>e</sup>), la biopharmaceutique (8<sup>e</sup>) et l'aérospatiale (5<sup>e</sup>). Montréal serait l'un des seuls endroits au monde où l'on peut trouver toutes les composantes d'un aéroplane dans un périmètre de 30 km. En outre, le secteur des sciences de la vie de Montréal est celui qui a connu la plus forte croissance au Canada en 2002.

Au chapitre de la créativité et de l'innovation, Montréal se classe 15<sup>e</sup> selon le modèle de classification internationale des villes d'après le nombre d'inventions, derrière Boston, au 10<sup>e</sup> rang, mais devant Toronto, au 18<sup>e</sup>. Par ailleurs, selon une étude publiée par la firme KPMG en janvier 2002, Montréal se classe première au monde dans la catégorie des métropoles de 2 millions d'habitants pour les coûts d'établissement d'une entreprise. L'indice développé par KPMG couvre notamment les coûts de la main-d'oeuvre, la taxation, les coûts de transport, d'énergie, de télécommunications et d'installation. Montréal possède donc aujourd'hui une main-d'oeuvre qualifiée et une capacité à s'ajuster rapidement aux exigences et aux attentes que suscite la nouvelle donne économique.

### L'action du gouvernement du Canada

Malgré des investissements fédéraux très substantiels dans la recherche fondamentale, soit 13 milliards de dollars depuis 1997, nos petites entreprises novatrices font face à deux obstacles majeurs : l'accès à des fonds adéquats aux premières étapes de leur développement, d'une part, et la capacité de mener les activités de R-D nécessaires à la mise en marché de leurs idées, d'autre part. Les entreprises de Montréal n'échappent pas à cette réalité.

# Chroniqueur invité

## Accès aux capitaux

Dans le dernier discours du Trône, le gouvernement du Canada s'engageait à aider les entreprises en matière de capital de risque. Pour y parvenir, nous allons investir quelque 270 millions de dollars de fonds nouveaux dans de jeunes PME prometteuses. Combinés aux investissements du secteur privé, ces fonds pourraient produire environ 1 milliard de dollars de retombées. Ces efforts vont permettre de lancer de nouvelles entreprises, prioritairement dans les domaines des sciences de la vie et de la biotechnologie, des technologies de l'information et des communications, des technologies environnementales, des appareils médicaux et de la nanotechnologie.

## Soutien à la recherche – développement

Pour combler l'écart au chapitre de la mise en marché, nous travaillons à assurer la capacité de recherche et l'expertise que les entreprises ne peuvent développer seules. Nous voulons également mieux intégrer et cibler les efforts envisagés en sciences en ralliant les universités, les collègues et les entreprises autour d'un programme scientifique vraiment national.

Au cours des sept dernières années, le gouvernement du Canada a majoré de façon importante le soutien fédéral à la recherche, plus particulièrement dans les universités, les collègues et les hôpitaux de recherche, dans une proportion de quelque 9 milliards de dollars. D'ailleurs, les résultats de cet investissement commencent déjà à paraître sur la scène internationale. En effet, le Canada est passé de la 13<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et au premier rang parmi les membres du G-7, pour la recherche effectuée par le secteur public.

Malgré tout, la valorisation de la recherche demeure un secteur encore trop peu développé par les universités et trop peu connu des dirigeants de PME. Or, cette mise

en valeur repose avant tout sur des ressources humaines très qualifiées qui, entre autres, gèrent des dossiers de propriété intellectuelle, connaissent la recherche et créent des entreprises, possèdent d'excellentes notions de stratégie financière et de grandes aptitudes interpersonnelles. De tels experts sont encore trop rares au Canada, et au Québec en particulier. Les services de valorisation doivent devenir de véritables ponts technologiques entre les chercheurs et les utilisateurs. Les universités ont le défi d'accroître leurs compétences et de développer une sensibilité particulière face aux besoins commerciaux des entreprises. Évidemment, ces changements demeurent complexes et demandent du temps.

L'adoption et la diffusion d'une véritable culture de l'innovation au sein des entreprises montréalaises seront plus que jamais des atouts de premier ordre pour le développement économique de la métropole, notamment dans le contexte où les PME de la grande région de Montréal représentent une partie importante de l'économie du Québec. En ce qui me concerne, il s'agit ici d'un enjeu capital pour la métropole, laquelle est déjà considérée comme un pôle de haute technologie en Amérique du Nord dans plusieurs secteurs de pointe.

Tous ces constats, tous ces défis n'ont de sens que si nous savons collectivement les traduire en une amélioration constante de notre qualité de vie. Ces ambitions sont tout à fait à notre portée. ■





# Chronique Développement économique Canada

## Qui a lâché l'accélérateur ?

Retournons quarante-huit mois en arrière : Montréal exultait, avec la forte croissance d'une industrie pharmaceutique de premier plan à l'échelle mondiale et une industrie aérospatiale en plein essor, décrochant des contrats partout dans le monde. Le nouveau millénaire provoquait une poussée dans le domaine des télécommunications, et Montréal tenait un rôle important. Vous souvenez-vous de ces temps bénis où Montréal semblait au seuil d'une renaissance ? Soudain, tout le monde semblait vouloir être à Montréal pour participer à l'explosion.

Faisons un saut rapide à la fin de 2003 : L'économie de Montréal paraît stagner. L'industrie pharmaceutique auparavant enviée a perdu son élan et son éclat. À l'échelle tant locale que mondiale, l'industrie aérospatiale n'a pas fini de se relever des événements de septembre 2001. Les sociétés de télécommunications n'ont jamais réussi à reprendre le dessus après la débâcle spectaculaire subie en 2001. Les exportations vers les États-Unis – notre principal client – ont rétréci comme une peau de chagrin en raison de diverses conjonctures, entre autres, la lenteur de la reprise aux États-Unis et la baisse du dollar américain. Pas très attrayant n'est-ce pas ?

## Holà ! Un instant !

La situation de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal s'est-elle détériorée au point qu'il y paraît ? Si l'on se fie au niveau de chômage atteint à la fin de 2003, Montréal était en bien piètre état. Le taux de chômage de sa région métropolitaine a grimpé de 7,7 % en 2000 à 9,5 % en 2003, pour passer de 141 000 chômeurs à plus de 189 000. Peut-être faut-il attribuer cette hausse à l'attrait qu'exerce Montréal parmi la population des régions, sans oublier les immigrants internationaux, mais toujours est-il que le taux de chômage dans l'île de Montréal était de 11,5 % en 2003, ce qui représente 115 000 chômeurs, un bond étonnant de 22,4 % pour la seule année 2002. Les innombrables chercheurs d'emploi devaient bien se demander où étaient passées les années de croissance dont ils avaient entendu parler. En fait, 1998 est la dernière année où l'île avait connu le même taux de chômage de 11,5 %, mais les choses ne vont pas actuellement aussi mal qu'à ce moment-là, n'est-ce pas ?

## La lente adaptation des attentes

Ce bond du chômage est-il le reflet fidèle de la conjoncture ? À vrai dire, malgré les licenciements et les fermetures d'entreprises qui faisaient récemment les grands titres des journaux, l'emploi dans l'île a affiché une croissance soutenue de 2,3 % en 2001, de 2,0 % en 2002 et de 2,3 % en 2003. On peut s'attendre à une augmentation du chômage après avoir connu une forte hausse de l'emploi, puisque des meilleures perspectives d'emploi poussent les chômeurs découragés à réintégrer la population active. Quand Toronto a divulgué en 2000 son faible taux de chômage de 5,5 %, le nombre de sans-emploi a bondi à 20,1 % l'année suivante. Le phénomène s'est répété à Calgary où le chômage a grimpé 32,5 % en 2002, après avoir connu un taux de chômage de 4,5 % en 2001.

La différence pour la RMR de Montréal est que le taux d'activité est passé de 65,4 % en 2000 à 68,3 % en 2003, une augmentation dramatique qui a rétréci l'écart persistant entre Montréal et tout autre grande RMR canadienne dans cette mesure. Contrairement à Toronto et à Calgary, où le taux d'activité n'a augmenté que de quelques dixièmes de point au cours des années qui ont suivi un faible taux de chômage, Montréal a dû faire face à une double réalité, non seulement le retour des travailleurs découragés, mais aussi le grand nombre de nouveaux venus sur le marché du travail. Il en est résulté la plus abondante main-d'oeuvre qu'ait jamais connue la région, qui ne cessait de s'accroître très rapidement.

En fin de compte, malgré le sombre tableau qu'on peut brosser de la situation en 2003, Montréal se porte relativement bien. La croissance n'est plus ce qu'elle était, particulièrement dans les grappes qui avaient suscité beaucoup d'espoir. Malheureusement, après plusieurs années de croissance ininterrompue dans quelques industries de prestige, le maintien de la stabilité est perçu comme un recul et, dans une certaine mesure, c'est le cas. Montréal a encore un long chemin à parcourir avant de rattraper d'autres villes nord-américaines. Personne n'a lâché l'accélérateur, mais plus de personnes ont pris l'autobus, accentuant la difficulté de continuer à gravir la pente. ■

**Michael Yake**  
Développement économique Canada

Bureau d'Affaires de l'Île-de-Montréal  
(514) 283-2500  
www.dec-ccd.gc.ca  
montreal@dec-ccd.gc.ca



Développement  
économique Canada

Canada Economic  
Development

**Canada**